

Compétence

« Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations »

(Gemapi)

- - -

Recommandations pour la structuration de la compétence



NOTReFRANCE
Réforme Territoriale

La loi MAPTAM et le décret EPAGE EPTB encadrent la création et la modification des EPTB et EPAGE. Pour les syndicats mixtes et le EPCI pas de prescriptions existantes.

Portée des propositions soumises : recommandations pour traduire la notion de cohérence hydrographique qui doit orienter les définitions de périmètres d'exercice de la compétence Gemapi

I de l'article L.211-7 du code de l'environnement

Les collectivités territoriales et leurs groupements (...) peuvent mettre en œuvre les articles L. 151-36 à L. 151-40 du code rural et de la pêche maritime pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, s'il existe, et visant :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- 3° L'approvisionnement en eau ;
- 4° La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ;
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer ;
- 6° La lutte contre la pollution ;
- 7° La protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines ;
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;
- 9° Les aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile ;
- 10° L'exploitation, l'entretien et l'aménagement d'ouvrages hydrauliques existants ;
- 11° La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;
- 12° L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

Compétences	Missions	Champs d'interventions et exemples d'actions
GEMAPI (1°, 2°, 5° et 8° du L211-7 code de l'environnement)		
Politiques du grand cycle de l'eau et de prévention des inondations Missions GEMAPI, affectées aux communes et aux EPCI-FP sur le fondement des articles suivants du Code Général des Collectivités Territoriales : - L5214-16 3° (communautés de communes) - L5216-5 5° (communautés d'agglomérations) - L5215-20 6° (communautés urbaines) - L517-2 6° (Métropoles)	1° Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique	Étude et mise en œuvre de stratégies globales d'aménagement du bassin versant (rétention, ralentissement, ressuyage de crues) Exemples : - définition et gestion d'aménagements hydrauliques au sens de l'article R.562-18 du code de l'environnement (rétention, ralentissement dynamique et ressuyages des crues ; barrages de protection ; casiers de stockage des crues etc...); - création ou restauration des zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement (le cas échéant avec mise en place de servitude au sens du 1° du I de l'article L.211-12 du code de l'environnement) ; - création ou restauration de zones de mobilité d'un cours d'eau (le cas échéant avec mise en place de servitude au sens du 2° du I de l'article L.211-12 du code de l'environnement)
	2° Entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau	Pour les cours d'eau et canaux : entretien des berges, de la ripisylve et des atterrissements pour contribuer au bon état (ou bon potentiel) des eaux : enlèvements d'embâcles, débris, atterrissements, élagage et recépage de la végétation, restauration morphologique de faible ampleur et entretien du lit mineur, ... Pour les plans d'eau : réalisation des vidanges régulières, entretien des ouvrages hydrauliques, entretien de la végétation
	5° La défense contre les inondations et contre la mer	Entretien, gestion et surveillance des ouvrages de protection existants contre les inondations de tout type (débordement, remontée de nappes, ruissellement) et les submersions marines. Définition, gestion et régularisation administrative des systèmes d'endiguement. Études et travaux neufs sur l'implantation de nouveaux ouvrages (digues, barrages écrêteurs de crues, déversoirs de crues, ouvrages liés aux polders,...). <u>Ne sont pas concernés :</u> les ouvrages de lutte contre l'érosion du littoral, les ouvrages de correction torrentielle
	8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines	Opération de renaturation et de restauration de zones humides, cours d'eau ou plans d'eau. Exemples : actions en matière de restauration de la continuité écologique, de transport sédimentaire, de restauration morphologique ou de renaturation de cours d'eau, de restauration de bras morts, de gestion et d'entretien de zones humides (plans de gestions stratégiques, plans pluriannuels...).



Tenir compte des structures existantes : une structuration à moyen terme, si cela permet de préserver la pérennité des structures exerçant déjà efficacement tout ou partie de la compétence, peut être atteinte par étapes.

Prendre en compte le critère de solidité financière et technique des nouvelles structures mises en place



Les périmètres des EPCI ne répondent pas souvent à des critères hydrographiques

- intérêt en général de se regrouper en syndicats mais à mesurer en fonction des enjeux
- certaines exceptions évidentes : les îles ou si le périmètre de l'EPCI couvre le bassin versant et/ou le bassin de risque

→ si le périmètre du bassin versant et/ou du bassin de risque n'est pas inclus dans un seul EPCI et lorsque les enjeux de gestion des milieux aquatiques ou de prévention des inondations ou de gestion du bon état des eaux le justifient, regroupement sur un périmètre cohérent avec ces enjeux

Sur les TRI, unification des maîtrises d'ouvrage et de la gestion des ouvrages de protection pour une même zone protégée (PGRI)

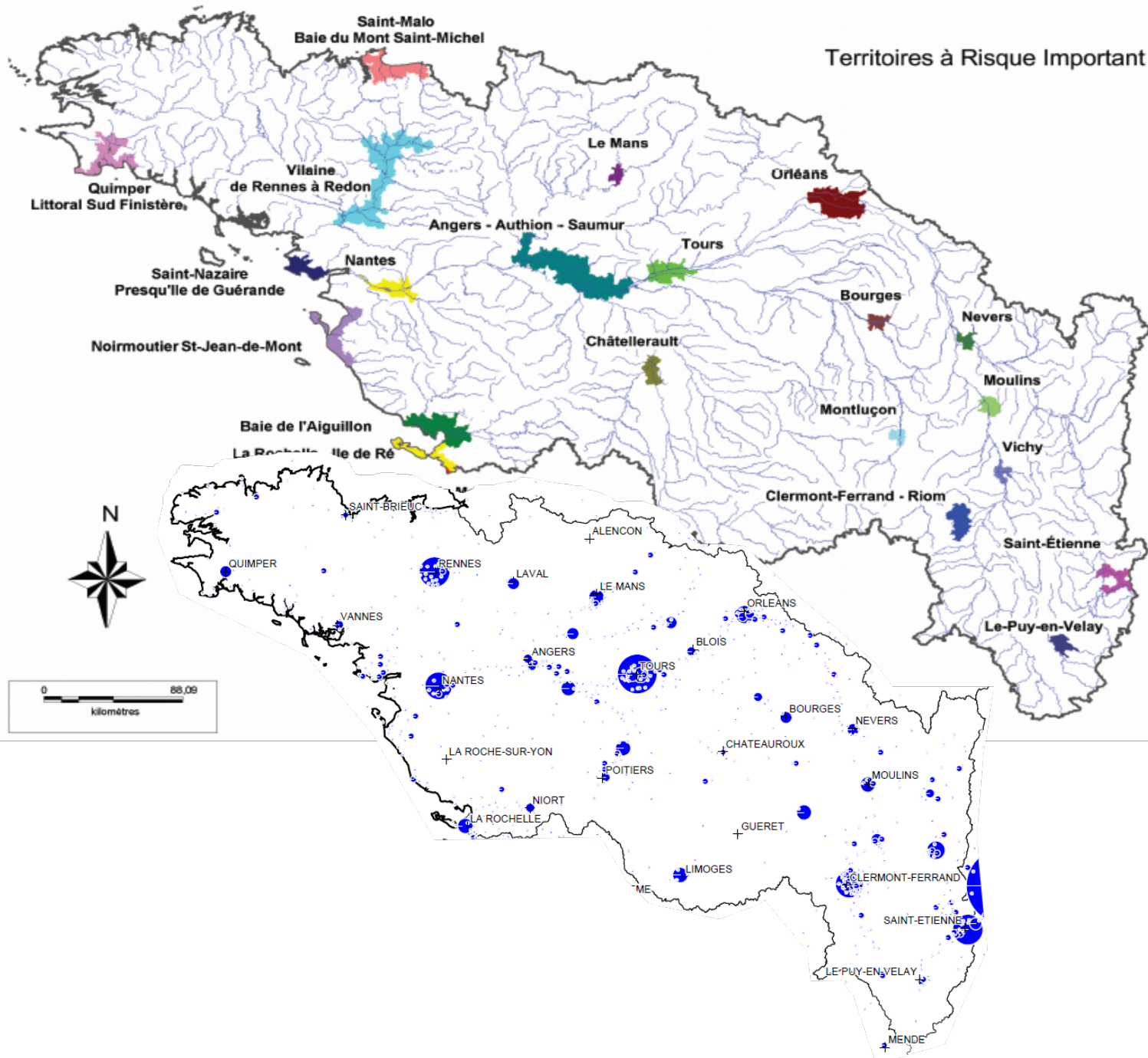


Sur les territoires avec un enjeu inondation **par cours d'eau** (TRI et autres) → regroupement en syndicat mixte avec toute la compétence à l'échelle du bassin de risque (TRI ou SLGRI pour prendre en compte la solidarité amont-aval)

Cas particuliers:

- Loire moyenne car 46 vals endigués interdépendants
- confluences : possibilité de découper en plusieurs syndicats (un par cours d'eau)

Territoires à Risque Important



Nom Unité Urbaine	POP CE	POP SM	POP CE+SM	Cinétique du phénomène	Historique
Tours	146 059	0	146 059		
Clermont-Ferrand	85 348	0	85 348		>= 5 décès
Saint-Etienne	79 419	0	79 419		>= 5 décès
Nantes	60 885	6 215	67 100		
Rennes	66 774	0	66 774		
Saint-Nazaire	16 381	44 396	60 777		
Orléans	58 170	0	58 170		
La Rochelle	24 521	26 942	51 463		>= 5 décès
Roanne	32 039	0	32 039		
Le Mans	24 923	0	24 923		
Châtellerault	24 428	0	24 428		
Angers	20 801	0	20 801		
Limoges	20 739	0	20 739		
Saint-Malo	1 259	18 709	19 968		
Moulins	19 922	0	19 922		
Vichy	18 112	0	18 112		
Saumur	17 500	0	17 500		
Quimper	12 111	4 650	16 761		
Les Sables-d'Olonne	3 634	13 122	16 756		
Montluçon	16 448	0	16 448		
Bourges	15 274	0	15 274		
Nevers	14 891	0	14 891		
Saint-Jean-de-Monts	3 305	11 477	14 781		
Poitiers	14 518	0	14 518		
Vendôme	12 067	0	12 067	lent	
Laval	11 857	0	11 857	lent	
La Flèche	11 340	0	11 340	lent	
Saint-Hilaire-de-Riez	1 459	9 748	11 206		
Saint-Just-Saint-Rambert	10 115	0	10 115		
Saint-Brevin-les-Pins	800	9 215	10 015		
Blois	9 973	0	9 973	lent	
Vannes	6 973	2 914	9 886	lent	
Saint-Joachim -	4 220	5 593	9 813	lent	
Le Puy-en-Velay	9 557	0	9 557		>= 5 décès
Penmarch	2 540	6 595	9 135		
Lorient	2 800	5 898	8 698		
Challans	3 579	4 868	8 447		
Digoin	8 193	0	8 193	lent	
Saint-Brieuc	6 016	1 615	7 631		
Sully-sur-Loire	7 508	0	7 508	lent	
Châteauroux	7 403	0	7 403		
Vierzon	7 150	0	7 150		
Niort	6 887	9	6 896		
Landerneau	3 595	3 172	6 767		
Jargeau	6 176	0	6 176		
Saint-Amand-Montrond	5 497	0	5 497		
Riom	5 215	0	5 215		>= 5 décès
L'Aiguillon-sur-Mer	1 827	3 291	5 118		>= 5 décès
Noirmoutier-en-l'Île	571	4 351	4 922		
La Chapelle-des-Marais	2 110	2 792	4 902		

DREAL de bassin
Loire-Bretagne

Novembre 2012

Directive inondations

Bassin Loire-Bretagne

Rapport de synthèse des travaux d'identification des Territoires à Risque Important



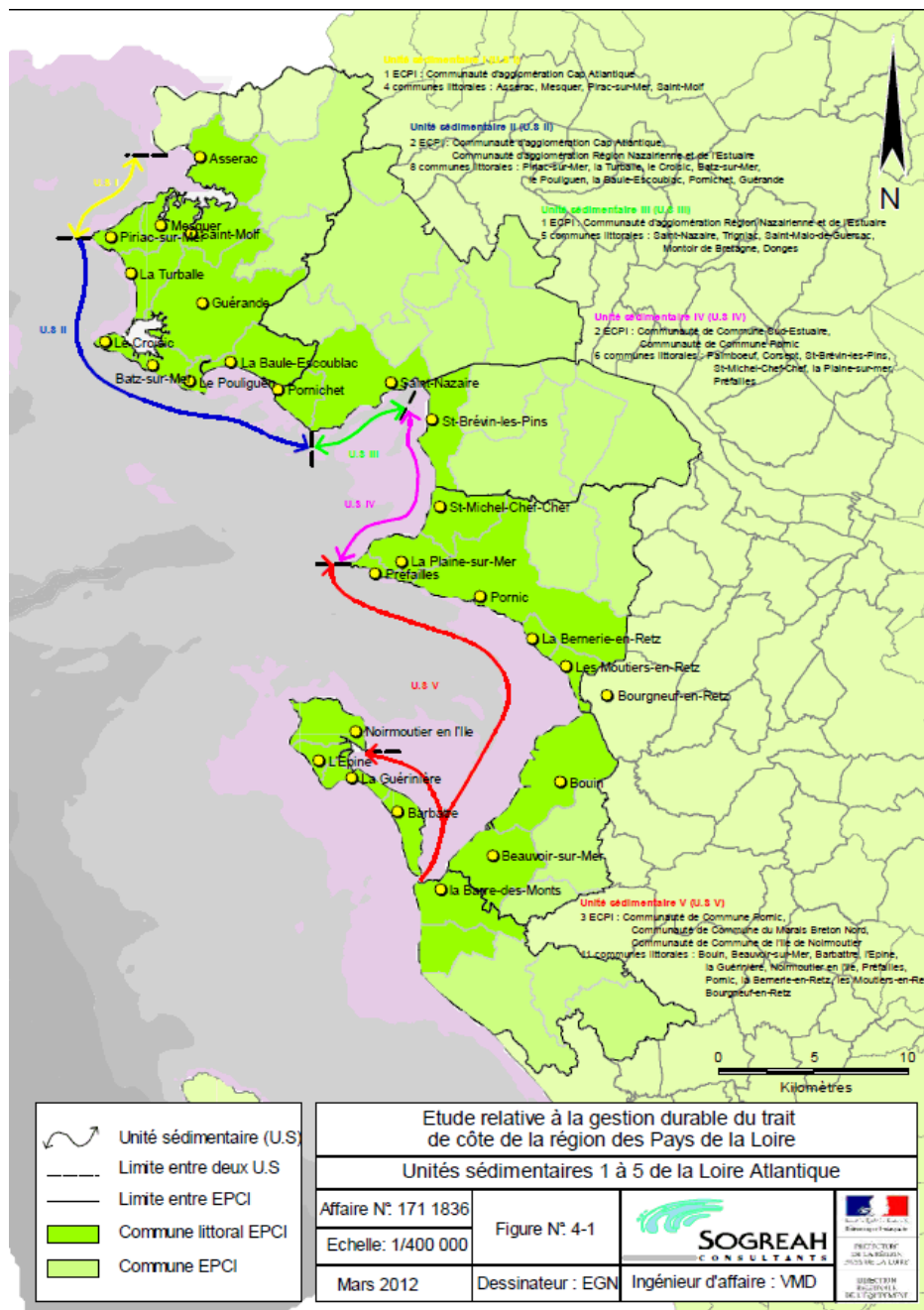
Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Territoires à enjeu de **submersion marine important**, notamment les TRI :

- périmètre du bassin de risque correspondant étendu si besoin à la cellule hydrosédimentaire pour exercer la prévention des inondations

Territoires de baie, rade, fleuve côtier ou estuaire (cumul risque inondation submersion et fluvial)

→ périmètre de la baie, de la rade, du fleuve ou de l'estuaire exerçant toute la compétence



Disposition 12E1 du SDAGE :

« Les collectivités territoriales sont invitées à proposer, au préfet coordonnateur de bassin, une organisation des maîtrises d'ouvrage pour assurer la compétence GEMAPI introduite par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, dans un délai de deux ans à compter de l'approbation du Sdage, notamment et plus particulièrement pour les territoires suivants : (...) des territoires orphelins en matière de maîtrise d'ouvrage pour la gestion des milieux aquatiques, pour lesquels existe un risque de non atteinte des objectifs environnementaux en matière d'hydromorphologie et de continuité des cours d'eau.

Les réflexions sur la structuration de ces maîtrises d'ouvrage sont accompagnées par la mission d'appui à la prise de compétence GEMAPI prévue au III de l'article 59 de la même loi. »

RNAOE 2021 lié à problèmes de morphologie et continuité écologique : regroupement à l'échelle de la masse d'eau pour exercer 1,2 et 8 de l'article L211-7



Reconnaissance en EPAGE

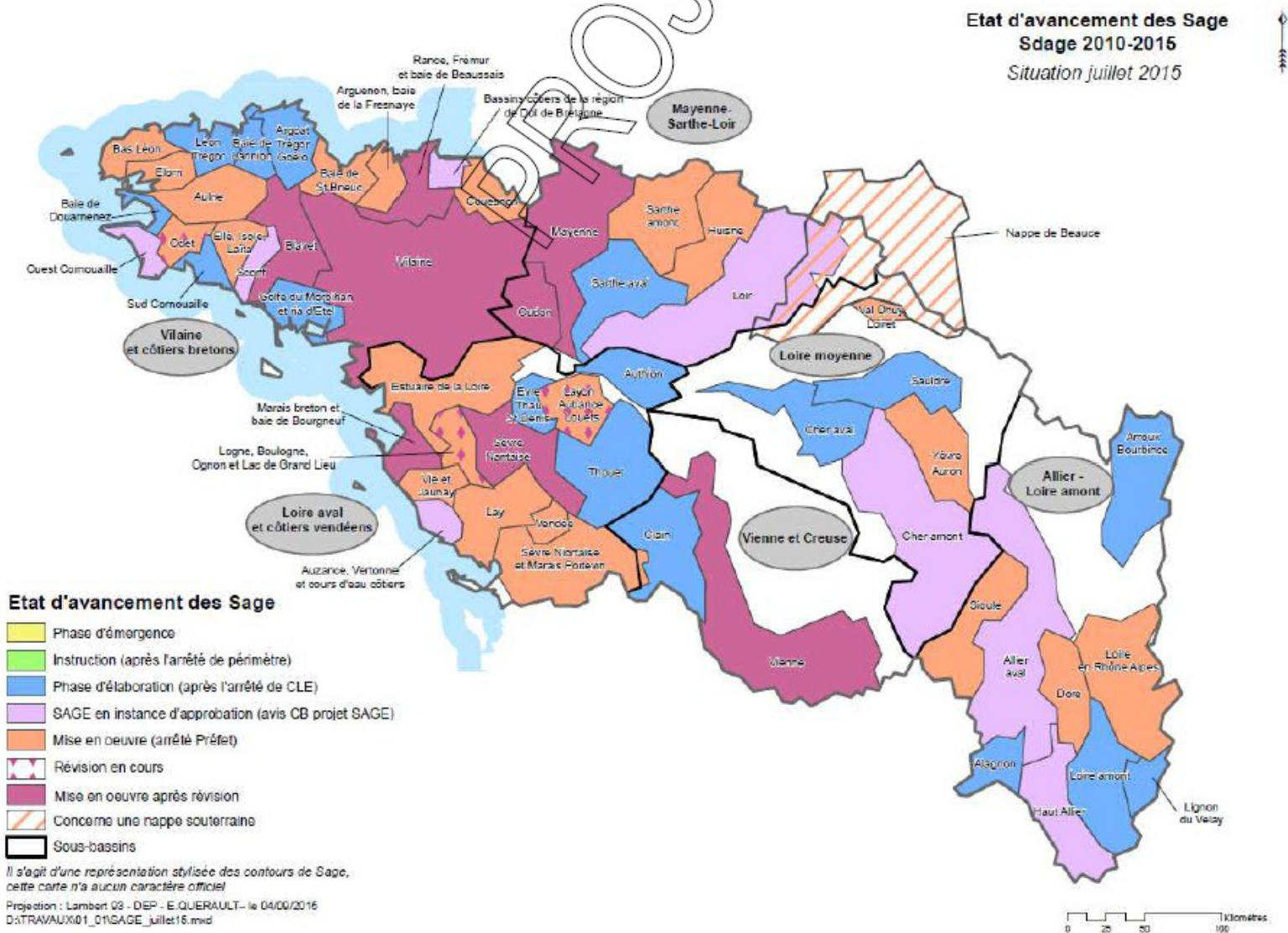
Loi MAPTAM : syndicat mixte à l'échelle d'un bassin versant d'un fleuve côtier sujet à des inondations récurrentes ou d'un sous bassin hydrographique d'un grand fleuve

→ clair pour les fleuves côtiers : exclut tout syndicat mixte qui en serait pas sur l'ensemble du sous bassin

→ mais quels périmètres pour les sous-bassins hydrographiques d'un grand fleuve ?

La cohérence avec les périmètres de SAGE existants et /ou les UHC doit être recherchée

Illustration 1: SAGE existants et UHC



EPTB

Loi MAPTAM

- syndicat mixte à l'échelle d'un bassin ou d'un groupement de sous bassins hydrographiques

-> pérennité des structures existantes mais s'interroger sur les possibilités de rationaliser certaines : exemple : côtiers bretons → 12E1 du SDAGE

- invités à accompagner les démarches Gemapi

Lien entre compétences du grand cycle et du petit cycle de l'eau

2018 : compétence Gemapi

2020 : compétence eau et assainissement

→ coordonner si besoin notamment sous l'angle de la gestion des eaux pluviales





PRÉFET DE LA RÉGION
CENTRE-VAL DE LOIRE
COORDONNATEUR
DU BASSIN
LOIRE-BRETAGNE

**Compétence
« Gestion des milieux aquatiques et
prévention des inondations »
(Gemapi)**

- - -

**Recommandations pour la
structuration de la compétence**



NOTReFRANCE
Réforme Territoriale

La loi MAPTAM et le décret EPAGE EPTB encadrent la création et la modification des EPTB et EPAGE. Pour les syndicats mixtes et le EPCI pas de prescriptions existantes.

Portée des propositions soumises : recommandations pour traduire la notion de cohérence hydrographique qui doit orienter les définitions de périmètres d'exercice de la compétence Gemapi

I de l'article L.211-7 du code de l'environnement

Les collectivités territoriales et leurs groupements (...) peuvent mettre en œuvre les articles L. 151-36 à L. 151-40 du code rural et de la pêche maritime pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, s'il existe, et visant :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- 3° L'approvisionnement en eau ;
- 4° La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ;
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer ;
- 6° La lutte contre la pollution ;
- 7° La protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines ;
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;
- 9° Les aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile ;
- 10° L'exploitation, l'entretien et l'aménagement d'ouvrages hydrauliques existants ;
- 11° La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;
- 12° L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

Compétences	Missions	Champs d'interventions et exemples d'actions
GEMAPI (1°, 2°, 5° et 8° du L211-7 code de l'environnement)		
Politiques du grand cycle de l'eau et de prévention des inondations Missions GEMAPI, affectées aux communes et aux EPCI-FP sur le fondement des articles suivants du Code Général des Collectivités Territoriales : - L5214-16 3° (communautés de communes) - L5216-5 5° (communautés d'agglomérations) - L5215-20 6° (communautés urbaines) - L517-2 8° (Métropoles)	1° Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique	Étude et mise en œuvre de stratégies globales d'aménagement du bassin versant (rétention, ralentissement, ressuyage de crues) Exemples : - définition et gestion d'aménagements hydrauliques au sens de l'article R.562-18 du code de l'environnement (rétention, ralentissement dynamique et ressuyages des crues ; barrages de protection ; casiers de stockage des crues etc...) ; - création ou restauration des zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement (le cas échéant avec mise en place de servitude au sens du 1° du I de l'article L.211-12 du code de l'environnement) ; - création ou restauration de zones de mobilité d'un cours d'eau (le cas échéant avec mise en place de servitude au sens du 2° du I de l'article L.211-12 du code de l'environnement)
	2° Entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau	Pour les cours d'eau et canaux : entretien des berges, de la ripisylve et des atterrissements pour contribuer au bon état (ou bon potentiel) des eaux : enlèvements d'embâcles, débris, atterrissements, élagage et recépage de la végétation, restauration morphologique de faible ampleur et entretien du lit mineur, ... Pour les plans d'eau : réalisation des vidanges régulières, entretien des ouvrages hydrauliques, entretien de la végétation
	5° La défense contre les inondations et contre la mer	Entretien, gestion et surveillance des ouvrages de protection existants contre les inondations de tout type (débordement, remontée de nappes, ruissellement) et les submersions marines. Définition, gestion et régularisation administrative des systèmes d'endiguement. Études et travaux neufs sur l'implantation de nouveaux ouvrages (digues, barrages écrêteurs de crues, déversoirs de crues, ouvrages liés aux polders...). Ne sont pas concernés : les ouvrages de lutte contre l'érosion du littoral, les ouvrages de correction torrentielle
	8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines	Opération de renaturation et de restauration de zones humides, cours d'eau ou plans d'eau. Exemples : actions en matière de restauration de la continuité écologique, de transport sédimentaire, de restauration morphologique ou de renaturation de cours d'eau, de restauration de bras morts, de gestion et d'entretien de zones humides (plans de gestions stratégiques, plans pluriannuels...).



Tenir compte des structures existantes : une structuration à moyen terme, si cela permet de préserver la pérennité des structures exerçant déjà efficacement tout ou partie de la compétence, peut être atteinte par étapes.

Prendre en compte le critère de solidité financière et technique des nouvelles structures mises en place



Les périmètres des EPCI ne répondent pas souvent à des critères hydrographiques

- intérêt en général de se regrouper en syndicats mais à mesurer en fonction des enjeux
- certaines exceptions évidentes : les îles ou si le périmètre de l'EPCI couvre le bassin versant et/ou le bassin de risque

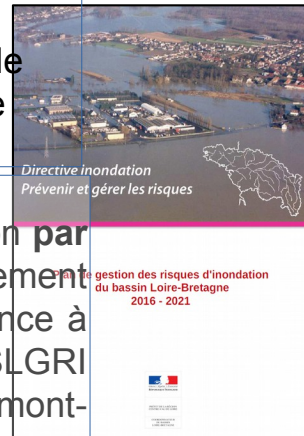
→ si le périmètre du bassin versant et/ou du bassin de risque n'est pas inclus dans un seul EPCI et lorsque les enjeux de gestion des milieux aquatiques ou de prévention des inondations ou de gestion du bon état des eaux le justifient, regroupement sur un périmètre cohérent avec ces enjeux

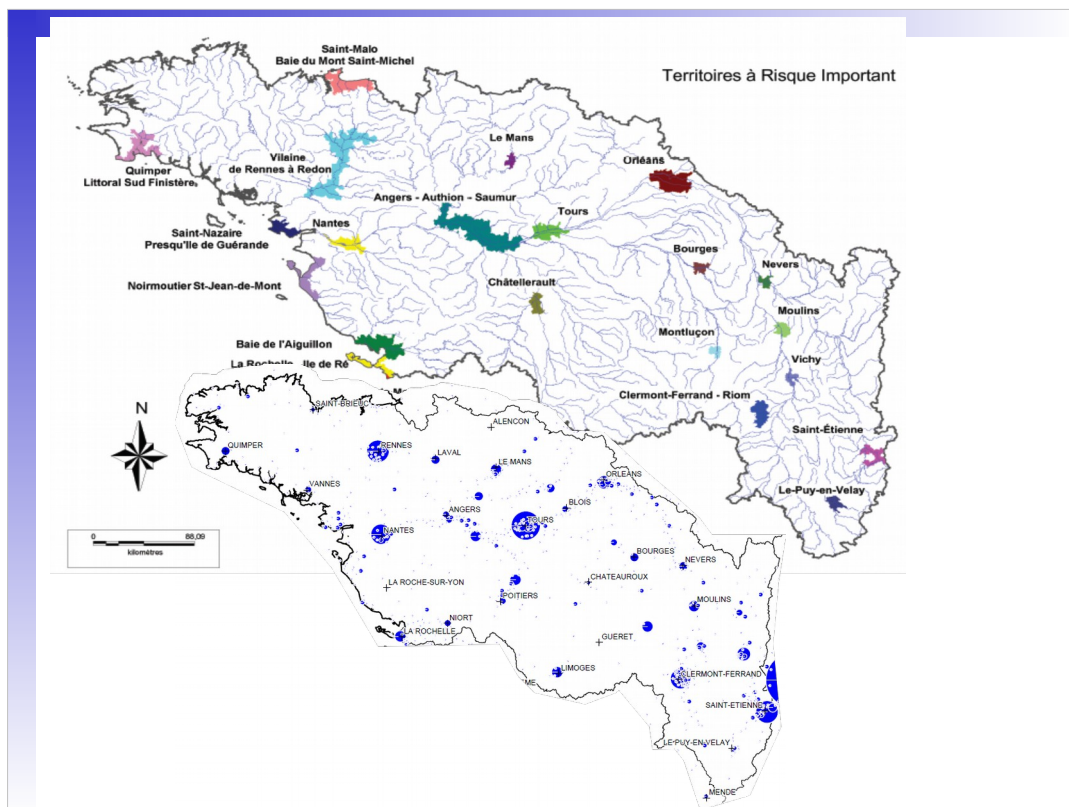
Sur les TRI, unification des maîtrises d'ouvrage et de la gestion des ouvrages de protection pour une même zone protégée (PGRI)

Sur les territoires avec un enjeu inondation **par cours d'eau** (TRI et autres) → regroupement en syndicat mixte avec toute la compétence à l'échelle du bassin de risque (TRI ou SLGRI pour prendre en compte la solidarité amont-aval)

Cas particuliers:

- Loire moyenne car 46 vals endigués interdépendants
- confluences : possibilité de découper en plusieurs syndicats (un par cours d'eau)





Nom Unité Urbaine	POP CE	POP SM	POP CE+SM	Cinétique du phénomène	Historique
Tours	146 059	0	146 059		
Clermont-Ferrand	85 348	0	85 348		>= 5 décès
Saint-Etienne	79 419	0	79 419		>= 5 décès
Nantes	60 885	6 215	67 100		
Rennes	66 774	0	66 774		
Saint-Nazaire	16 381	44 396	60 777		
Orléans	58 170	0	58 170		
La Rochelle	24 521	26 942	51 463		>= 5 décès
Rouanne	32 039	0	32 039		
Le Mans	24 923	0	24 923		
Châtelleraut	24 428	0	24 428		
Angers	20 801	0	20 801		
Limoges	20 739	0	20 739		
Saint-Malo	1 259	18 709	19 968		
Moulins	19 922	0	19 922		
Vichy	18 112	0	18 112		
Saumur	17 500	0	17 500		
Quimper	12 111	4 650	16 761		
Les Sables-d'Olonne	3 634	13 122	16 756		
Montluçon	16 448	0	16 448		
Bourges	15 274	0	15 274		
Nevers	14 891	0	14 891		
Saint-Jean-de-Monts	3 305	11 477	14 781		
Poitiers	14 518	0	14 518		
Vendôme	12 067	0	12 067	lent	
Laval	11 857	0	11 857	lent	
La Flèche	11 340	0	11 340	lent	
Saint-Hilaire-de-Riez	1 459	6 748	11 206		
Saint-Just-Saint-Rambert	10 115	0	10 115		
Saint-Brevin-les-Pins	800	9 215	10 015		
Blois	9 973	0	9 973	lent	
Vannes	6 973	2 914	9 886	lent	
Saint-Joachim -	4 220	5 593	9 813	lent	
Le Puy-en-Velay	9 557	0	9 557		>= 5 décès
Penmarc'h	2 540	6 595	9 135		
Lorient	2 800	5 898	8 698		
Challans	3 579	4 868	8 447		
Digoin	8 193	0	8 193	lent	
Saint-Brieuc	6 016	1 615	7 631		
Sully-sur-Loire	7 508	0	7 508	lent	
Châteauroux	7 403	0	7 403		
Vierzon	7 150	0	7 150		
Niort	6 887	9	6 896		
Landerneau	3 595	3 172	6 767		
Jargeau	6 176	0	6 176		
Saint-Amand-Montroind	5 497	0	5 497		
Riom	5 215	0	5 215		>= 5 décès
L'Aiguillon-sur-Mer	1 827	3 291	5 118		>= 5 décès
Noirmoutier-en-l'Île	571	4 351	4 922		
La Chapelle-des-Marais	2 110	2 792	4 902		

2014, de bassin
Loire Bretagne

Novembre 2012

Directive inondations
Bassin Loire-Bretagne

Rapport de synthèse
des travaux
d'identification des Territoires
à Risque Important



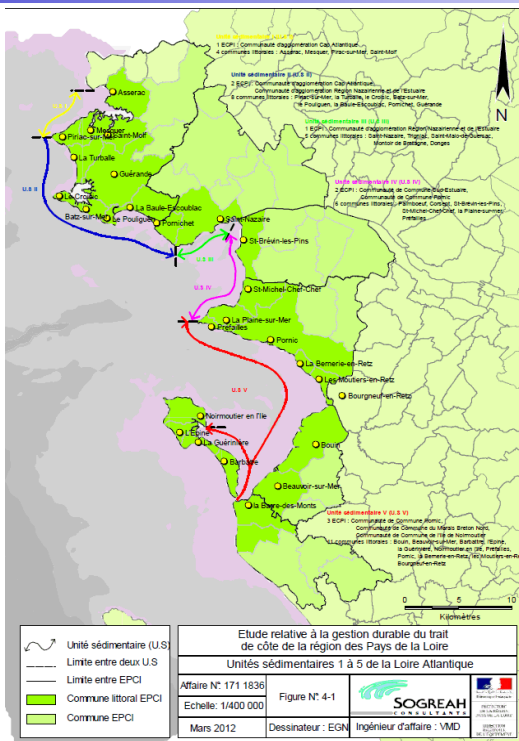
Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Urbanisme et du Logement Centre

Territoires à enjeu de **submersion marine important**, notamment les TRI :

- périmètre du bassin de risque correspondant étendu si besoin à la cellule hydrosédimentaire pour exercer la prévention des inondations

Territoires de baie, rade, fleuve côtier ou estuaire (cumul risque inondation submersion et fluvial)

→ périmètre de la baie, de la rade, du fleuve ou de l'estuaire exerçant toute la compétence



Disposition 12E1 du SDAGE :

« Les collectivités territoriales sont invitées à proposer, au préfet coordonnateur de bassin, une organisation des maîtrises d'ouvrage pour assurer la compétence GEMAPI introduite par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, dans un délai de deux ans à compter de l'approbation du Sdage, notamment et plus particulièrement pour les territoires suivants : (...) des territoires orphelins en matière de maîtrise d'ouvrage pour la gestion des milieux aquatiques, pour lesquels existe un risque de non atteinte des objectifs environnementaux en matière d'hydromorphologie et de continuité des cours d'eau.

Les réflexions sur la structuration de ces maîtrises d'ouvrage sont accompagnées par la mission d'appui à la prise de compétence GEMAPI prévue au III de l'article 59 de la même loi. »



RNAOE 2021 lié à problèmes de morphologie et continuité écologique : regroupement à l'échelle de la masse d'eau pour exercer 1,2 et 8 de l'article L211-7

Reconnaissance en EPAGE

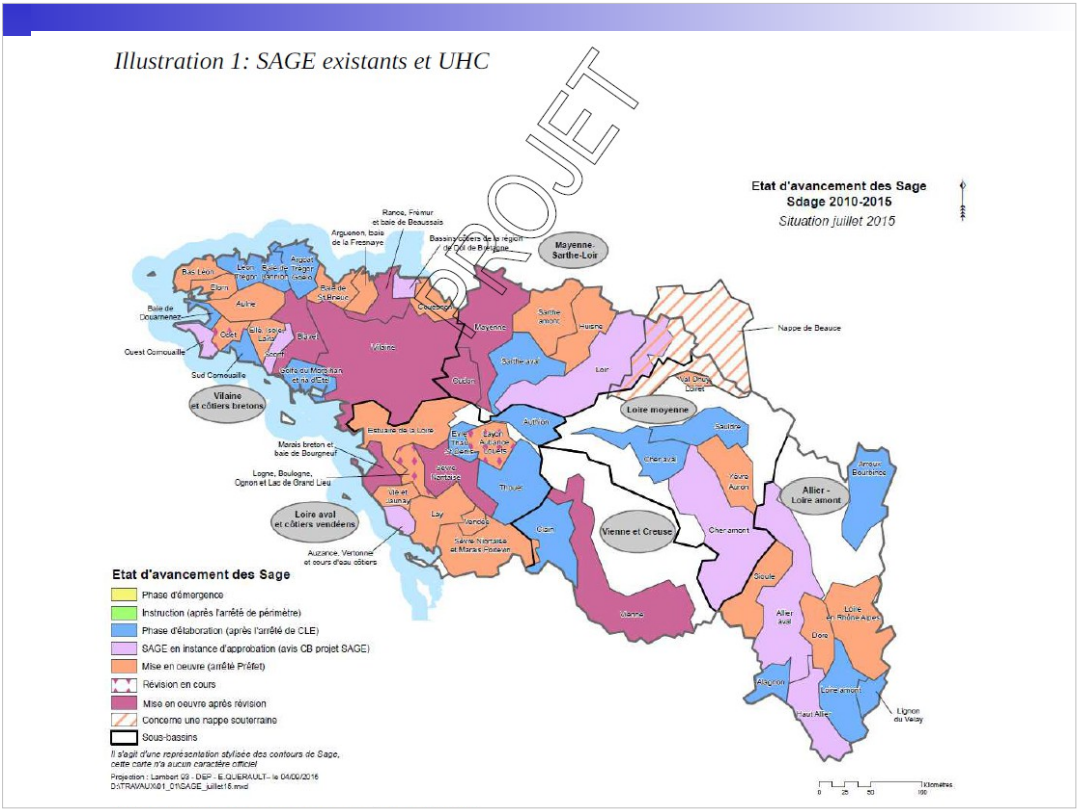
Loi MAPTAM : syndicat mixte à l'échelle d'un bassin versant d'un fleuve côtier sujet à des inondations récurrentes ou d'un sous bassin hydrographique d'un grand fleuve

→ clair pour les fleuves côtiers : exclut tout syndicat mixte qui en serait pas sur l'ensemble du sous bassin

→ mais quels périmètres pour les sous-bassins hydrographiques d'un grand fleuve ?

La cohérence avec les périmètres de SAGE existants et /ou les UHC doit être recherchée

Illustration 1: SAGE existants et UHC



EPTB

Loi MAPTAM

- syndicat mixte à l'échelle d'un bassin ou d'un groupement de sous bassins hydrographiques

-> pérennité des structures existantes mais s'interroger sur les possibilités de rationaliser certaines : exemple : côtiers bretons → 12E1 du SDAGE

- invités à accompagner les démarches Gemapi

Lien entre compétences du grand cycle et du petit cycle de l'eau

2018 : compétence Gemapi

2020 : compétence eau et assainissement

→ coordonner si besoin notamment sous l'angle de la gestion des eaux pluviales

